

Unité départementale de Lille
44, rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

Lille, le **06 MAI 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



URBASER ENVIRONNEMENT

Boulevard d'Alsace

59000 Lille

Références : Arrêté ministériel du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2 (installation de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

1) Contexte

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 03/05/2022 de l'établissement **URBASER ENVIRONNEMENT** implanté Boulevard d'Alsace, 59000 Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courriel du 04/04/2022

Elle porte sur :

- la gestion des déchets,
- la prévention des accidents et des pollutions.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URBASER ENVIRONNEMENT
- Boulevard d'Alsace, 59000 LILLE
- Code AIOT dans GUN : 07004332

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://www.facebook.com/prefetnord) - twitter.com/prefet59 - [linkedin.com/company/prefethdf/](https://www.linkedin.com/company/prefethdf/)

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non

La société Urbaser Environnement, implantée à Seclin, a repris depuis le 1er janvier 2022, l'exploitation de 7 déchetteries de la MEL (Lille Alsace et Lille Borda, Annoeulin, Marquillies, Seclin, Fromelle et la Chapelle d'Armentières). Elle exerce une activité de collecte, de transit et de tri de déchets non dangereux sur son site de Lille situé Boulevard d'Alsace. L'établissement est une installation de collecte des déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.

Il a vocation à accueillir les déchets des particuliers, des artisans, des commerçants, des administrations et établissements éducatifs et des services municipaux des communes de LMCU.

Les déchets admis sur le site par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont de type :

- «monstre» : (gros électroménager, mobilier, éléments de véhicule, etc.) ;
- déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre ;
- papier, carton, verre, bois, plastique, métaux ;
- déchets ménagers « spéciaux » : huiles usagées, piles et batterie, médicaments, solvants, acides ou bases, peintures, etc. ;
- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;
- déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux (DASRI).

Ces déchets sont aujourd'hui distingués comme dangereux ou non dangereux.

Le site est ouvert tous les jours avec des horaires adaptés.

L'établissement est classé sous le régime de l'autorisation pour la rubrique 2710-1 « Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 » et sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2710-2 « Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 »

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la gestion des déchets,
- la prévention des accidents et des pollutions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'inspection des installations classées,
- les observations éventuelles,
- le type de suites proposées (voir ci-dessous),
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Constats hors points de contrôle :

Sans objet

*

Constats des points de contrôle :

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Systèmes de détection et d'extinction automatique	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 20	/	/
Moyen d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 21	/	/
Consignes d'exploitation	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 24		

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Admission des déchets	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 42	/	/
Déchets sortants	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 43	/	/
Déchets produits par l'installation	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 44	/	/
Brûlage	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 45	/	/
Transports	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 46	/	/
Surveillance de l'installation	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 8	/	/
Localisation des risques	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 10	/	/
Etat des stocks de produits dangereux - Etiquetage	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 11	/	/
Caractéristiques des sols	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 12	/	/
Matériels utilisables en atmosphères explosives	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 18	/	/
Formation	Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 26	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, le rapport de vérification des moyens d'extinction établi par Desautel le 20/04/2022 mentionnait un extincteur à poudre défectueux. Au jour de l'inspection, cet extincteur n'était toujours pas remplacé.

Lors de l'inspection du local DDS (local de stockage des produits dangereux), il a pu être constaté l'absence de détecteur de fumée dans ce local.

Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ainsi que les instructions de maintenance ne figuraient pas dans les consignes d'exploitation.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les documents justificatifs établissant que le poteau incendie disposait d'une capacité de 60m³/h pendant deux heures.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 42
Thème(s) : la gestion des déchets
Prescription contrôlée :
Admission des déchets.
Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

<p>Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.</p> <p>Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.</p> <p>Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours.</p> <p>I. Réception et entreposage.</p> <p>Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.</p> <p>Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets sont réceptionnés durant les heures d'ouverture sous le contrôle du personnel habilité.</p> <p>Les déchets susceptibles d'émettre des gaz odorants sont les déchets verts. Ces déchets sont évacués tous les jours.</p> <p>L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets est clairement indiquée par une signalétique adaptée et des marquages appropriés.</p> <p>Le contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneur est un contrôle visuel réalisé régulièrement par les agents présents sur le site. L'évacuation des déchets est déclenché par un agent via un progiciel lorsque 75% de la contenance de la benne est atteinte.</p>
<p>Observations :</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : Déchets sortants

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 43</p>
<p>Thème(s) : la gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titres Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.</p> <p>I. Registre des déchets sortants.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition ; - le nom et l'adresse du destinataire ; - la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;

<ul style="list-style-type: none"> - le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; - l'identité du transporteur ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon <u>les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE</u>.
<p>Constats :</p> <p>Concernant l'évacuation des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets de jardin sont évacués tous les jours, - les déchets d'amiante sont évacués chaque semaine, - les papiers et cartons sont stockés à l'abri des intempéries dans une borne qui déclenche un signal pour l'enlèvement dès qu'elle est remplie, - les textiles sont stockés dans une borne spécifique et évacués une fois par semaine, - les déchets ménagers spéciaux sont évacués tous les jours. <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la qualité et la destination des déchets stockés et évacués vers les centres de traitement et de regroupement. Ce registre est tenu sur un outil informatique. Il contient toutes les informations demandées à l'article 43 de l'AM du 26/03/2012</p>
<p>Observations :</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : Déchets produits par l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 44</p>
<p>Thème(s) : la gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.</p> <p>Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets produits sur le site sont de deux natures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets ménagers produits par l'installation. Ces déchets sont enlevés quotidiennement - les boues issues des séparateurs d'hydrocarbure. Les séparateurs sont curés 1 fois par an et les boues sont envoyées vers le site autorisé de la société MILLE basée à Haubourdin.
<p>Observations :</p> <p>Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : Brûlage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 45
Thème(s) : La gestion des déchets
Prescription contrôlée : Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Il n'a pas été constaté de traces de brûlage de déchets à l'air libre. L'exploitant ne procède à aucun traitement de déchet sur site ni reconditionnement.
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Transports

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 46
Thème(s) : la gestion des déchets
Prescription contrôlée : Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à empêcher les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortants du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet. L'exploitant s'assurera que toutes les opérations de transport de déchets respectent ces dispositions ainsi que, le cas échéant, celles de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuse par voies terrestres pour le transport des déchets dangereux. Il s'assure notamment de la validité des documents propres au véhicule et au personnel chargés du transport. Il remet au chauffeur les documents de transport correspondant aux déchets sortants.
Constats : Lors du transport, il y a un double ensachage dans le fond de la benne (sache plastique associé à un big bag). Ce double ensachage cumulé à l'emballage plastique individuel de chaque déchet prévient tout risque d'envol de poussière lors du transport.
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 8
Thème(s) : La prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.

Constats : Lors des heures d'ouverture, le site est surveillé par les 4 à 5 personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation. Lorsque le site est fermé, celui-ci est surveillé par un système de caméras ainsi qu'un détecteur de mouvements avec alarme. Cet ensemble est relié à une société de sécurité (AVS basée à Pont à Marcq).
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 10
Thème(s) : La prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection son plan de localisation des risques déterminant pour chacune des parties de l'installation la nature du risque. Ce plan est contenu à l'intérieur du dossier d'intervention.
Observations : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Etat des stocks de produits dangereux - Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 11
Thème(s) : La prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
Constats :

<p>L'exploitant a fourni à l'inspection un plan général de stockage des produits dangereux. Le local DDS est consacré au stockage de ces produits dangereux. Au droit de ce local, la nature des risques ainsi qu'un panneau d'interdiction d'accès à l'utilisateur sont clairement indiqués.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ce registre est tenu sur support informatique et il est complété quotidiennement.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits ainsi que les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>
<p>Observations : Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : Caractéristiques des sols

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 12
Thème(s) : La prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage est entièrement étanche et disposé à recueillir dans le réseau du site les eaux de lavage, les eaux pluviales et les matières répandues accidentellement. Tous les effluents aqueux sont canalisés. L'exploitant a présenté à l'inspection son plan des réseaux d'alimentation et de collecte.</p>
<p>Observations : Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : matériels utilisables en atmosphères explosives

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 18
Thème(s) : La prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.</p> <p>Ils sont réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le matériel utilisé en atmosphères susceptibles d'être explosives, le matériel électrique dans le local DMS est très limité. Il s'agit de la ventilation mécanique (ATEX) et de l'éclairage (antidéflagrant).</p>
<p>Observations : Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : systèmes de détection et d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 20
Thème(s) : La prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection du local DDS stockant les produits dangereux, il s'est avéré que celui-ci n'était pas équipé de détecteur de fumée.</p>
<p>Observations : Non conformité mineure n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois les justificatifs de conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : L'exploitant transmettra à l'inspection un descriptif et un planning de réalisation des moyens qu'il compte mettre en œuvre afin d'équiper son local DDS d'un détecteur de fumée.</p>

Nom du point de contrôle : moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : La prévention des accidents et des pollutions
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures

et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre à l'inspection un justificatif fourni par le SDIS attestant de la capacité du poteau incendie (60m³/h) situé à moins de 200 mètres du site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sur le site se composent de 15 extincteurs (9 à poudre, 4 CO₂, 2 extincteurs à eau).

La dernière vérification de ces moyens a été effectuée le 20/04/2022 par l'organisme de contrôle agréé Desautel. Une non conformité concernant le dysfonctionnement d'un extincteur à poudre a été relevée dans le rapport de vérification. Au jour de l'inspection, cet extincteur n'avait pas été remplacé par l'exploitant.

Observations :

Deux non conformités mineures n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois les justificatifs de conformité.

Type de suites proposées :

L'exploitant transmettra à l'inspection l'écrit des services d'incendie et de secours attestant de la capacité du poteau incendie situé à moins de 200 mètres du site. L'exploitant transmettra également un justificatif des moyens mis en oeuvre afin de lever la non conformité détaillée dans le rapport de vérification établi le 20/04/2022 par l'organisme agréé Desautel.

Nom du point de contrôle : consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 24

Thème(s) : La prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes

qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection ses consignes d'exploitation. Celles ci sont affichées dans les locaux fréquentés par le personnel (local du personnel, local de stockage des produits dangereux). Après examen de ces consignes, il s'est avéré que celles ci ne comprenaient pas de description concernant les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ainsi que les instructions pour assurer la maintenance des installations.
Observations : Non conformité mineure n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois les justificatifs de conformité.
Type de suites proposées : L'exploitant transmettra à l'inspection ses consignes d'exploitation complétées par une description des moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ainsi que les instructions de maintenance.

Nom du point de contrôle : Formation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26/03/2012, article 26
Thème(s) : La prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie. L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée. L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment : - les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier ; - le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; - la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; - la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; - les déchets et les filières de gestion des déchets ; - les moyens de protection et de prévention ; - les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ; - les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.
Constats : L'exploitant a présenté son plan de formation indiquant les formations en cours et les formations prévues sur l'année 2022 pour l'ensemble de son personnel. On y recense: - une formation sur les risques liés à l'amiante établit en mars 2022, - une formation sur les risques liés aux produits chimiques prévue en mai 2022, - une formation prévue en fin d'année sur le maniement des moyens d'extinction incendie.
Observations : Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

